

## **DE L'USAGE DE LA DÉMOCRATIE AU PROCESSUS TOTALITAIRE ...**

«J'ai vu de la lumière, des urnes et, hop je suis rentré voter et, je suis reparti».

Petit conte d'octobre, c'est pas la révolution, non mais partout à travers le pays on salut le «renouveau» de la démocratie !!! Le bon peuple peut enfin faire entendre sa voix! Et oui, c'est toujours ainsi. Il suffit de demander aux «gen » de passer par l'urne, pour que le mot «démocratie» soit scandé par les analystes politiques, les journalistes, les responsables politiques et le bon populo que l'on interview. Sous couvert de bonnes intentions on prépare le pire, c'est-à-dire l'inverse du processus démocratique: le processus totalitaire.

Car s'il suffisait de mettre une enveloppe dans une urne, alors 95% des Etats seraient démocratiques; en Chine, à Cuba, sous Staline en Russie, aujourd'hui dans les pays du Maghreb, d'Afrique noire, etc. on appelle également les citoyens à voter avec, certes, des modulations importantes dans le droit de vote.

Est-ce à dire que ces pays sont des pays démocratiques? Et bien, non, le geste de déposer un bulletin n'est pas le garant de liberté politique, de liberté syndicale ...

Les primaires socialistes, présentées comme une grande avancée, une nouvelle ère politique vers plus de libertés, vers plus d'écoute des citoyens, ne sont en fait que la version politique de la loi sur la représentativité syndicale, loi liberticide et totalitaire voulue par la CGT, la CFDT, la CGC, le Medef et le gouvernement de Monsieur SARKOZY. Bien sûr, il y a quelques variantes, ce n'est pas encore une loi qui oblige les partis à effectuer des procédures primaires avec des seuils minimums de participation: pas encore, mais déjà ce lundi matin, le responsable du PS sur le Finistère espère que cette pratique soit étendue. Le mot obligatoire n'a pas été prononcé, mais on sentait bien l'envie de mettre en place ce dispositif qui de fait et, «naturellement» éliminerait les petits partis de droite, de gauche et du milieu.

Les primaires voulues par le PS ont pour caractéristiques essentielles de faire désigner le candidat d'un parti par des citoyens qui ne sont pas adhérents de ce parti comme pour la loi sur la représentativité où les salariés non adhérents d'un syndicat votent pour des représentants du personnel mais opèrent également, par ce vote, une sélection des salariés qui pourront être désignés par leur syndicat en qualité de délégué syndical.

Le choix du délégué syndical est donc lié au vote des non-adhérents, voire même interdit si le double seuil des 10% n'est pas dépassé.

La logique de ces élections primaires, qui aura pour conséquence si elle est étendue voire imposée, est de réduire le nombre de partis politiques, les deux partis politiques restant en lice étant les deux faces d'une même médaille. Le système néolibéral sera donc bien protégé par son parti de «droite» et son parti de «gauche» comme cela se passe aux Etats-Unis.

Qui se souvient qu'un certain François MITTERRAND avait qualifié de coup d'état permanent l'élection directe au suffrage universel du Président de la République voulue par le Général De Gaulle, pour ensuite, s'en satisfaire? La logique de cette élection portait déjà en germe l'élimination des partis politiques au bénéfice de l'homme (ou la femme) providentiel.

Petit à petit, la logique totalitaire s'installe doucement sans faire de bruit...

Une raison de plus pour nous, militants syndicalistes libres et indépendants, militants anarcho-syndicalistes, de nous organiser et faire entendre notre voix par la rue, la grève. Car il n'y a rien de bon à attendre des urnes et la nécessité de rétablissement d'un rapport de force puissant est aujourd'hui comme hier la seule vraie solution pour la classe ouvrière.

**Marc HEBERT**

# ABROGER LA LOI DU 4 JANVIER 1973, EN FRANCE ABROGER LE TRAITÉ DE MAASTRICHT...

La troïka AUBRY, HOLLANDE, MONTEBOURG, s'est ingéniée à se surpasser pour nous expliquer comment ils envisagent de rembourser «la dette».

Mais de quelle dette parlons-nous? Il est bien entendu que la seule véritable dette contractée par l'Etat français est celle à l'égard du régime général de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage et de la retraite.

Curieusement, la propagande d'Etat avec son cortège d'experts - troïka comprise - garde sous silence cette énorme dette qui est seule responsable de la détérioration des soins, des indemnités chômage et des retraites, dans notre pays.

Par contre, en ce qui concerne la dette produite par la dictature de droit régalien et du dollar - expression de la domination de l'impérialisme des USA - il faut bien constater que tout ce beau monde de droite, de gauche et du centre, avec les syndicats subsidiaires CGT et CFDT, nous rebattent les oreilles avec la défense du système capitaliste au plan international, en proposant les «solutions» pour l'améliorer (le «réguler», comme ils disent).

C'est ainsi que la troïka propose une «gouvernance» renforcée de l'Union Européenne, au détriment des droits des Etats-nations, pour mieux appliquer le remède à ce système monstrueux qui déplace, délocalise, licencie des millions de travailleurs et dont le seul objectif est d'aligner les conditions de travail et les salaires du Canada à l'Indonésie, en passant par l'UE, l'Inde et la Chine.

Rappelons que, déjà, Jacques DELORS puis Manuel BARROSO ont essayé, il y a une vingtaine d'années, d'imposer, en France, la législation des pays des ressortissants de l'UE, comme celle, par exemple, du Portugal pour les emplois de service en France.

C'est pour cette raison que, depuis janvier 1973, le gouvernement français a répondu présent au diktat de l'impérialisme américain de rembourser le plan Marshall à son profit. En empruntant exclusivement auprès des banques privées, le gouvernement a engendré un processus qui a abouti à ce monstre qu'ils appellent «la dette».

Car s'il n'y avait pas emprunt auprès des banques privées, il n'y aurait pas «dette»!

Cette politique a été suivie par l'UE également avec son aboutissement maastrichien. Par exemple, pour la deuxième fois depuis 2008, l'UE remplit les caisses des banques privées, seules bénéficiaires des emprunts des Etats et, par là-même, de leurs dettes dites «souveraines». Ces mêmes banques déversent à leurs actionnaires 40% de leurs profits: c'est la spéculation usurière du néolibéralisme.

Polluer les mots pour imposer de plus en plus de productivité...

- La dette, définition du Larousse: «somme d'argent que l'on doit à quelqu'un à qui on l'a empruntée». Une question s'impose: à qui doit-on rembourser... la dette?
- A la place d'allocataire, on nous dit «client»...
- Au lieu de négociation, on nous parle de «dialogue social» ou de «concertation»...
- Au lieu de la lutte des classes, on nous prône la «participation dans l'entreprise» au nom du «bien commun»...etc.

Pour combattre aujourd'hui, il faut se réapproprier les mots parce qu'ils correspondent aux réalités qu'affronte la classe ouvrière.

Les militants du mouvement ouvrier, partout où ils sont, doivent, avec les travailleurs, élaborer les cahiers de revendications, renverser la tendance qui dure depuis plus de 30 ans - quand les exigences du patronat mettent en cause les acquis de la classe ouvrière - , provoquer le coup d'arrêt aux revendications patronales, des négociations dans les entreprises, dans les usines, dans la fonction publique, pour l'augmentation prioritaire des salaires et, par là-même, celle du salaire différé, c'est-à-dire la part payée par le salarié et la part payée par le patron.

Ces cahiers de revendications et la mobilisation de la classe ouvrière permettront de donner un sens et une conscience lors des révoltes salutaires et inévitables qui se propagent, aujourd'hui partout en Europe, et qui doivent balayer les bureaucrates syndicaux et la troïka de gauche comme de droite.

Il n'y a que ce mouvement là qui puisse permettre, par la lutte des classes, l'abrogation de la loi du 4 janvier 1973 et du traité de Maastricht, et de poser, d'une manière concrète, la nécessité de s'inspirer de la première Internationale ouvrière pour se doter des moyens de mettre le système capitaliste hors d'état de nuire.

## SORTONS DE LA C.E.S. ! ...

La revue «Chronique internationale de l'IRES» (Institut de recherches économiques et sociales- n°131 de juillet 2011) consacre un long article à l'Europe intitulé «*Le Congrès d'Athènes de la CES: à la recherche d'une stratégie de défense du modèle social européen*» signé par Udo Rehfeldt.

On y apprend notamment, page 7, que:

*«Pour ce qui concerne la France, on peut remarquer que Force ouvrière, qui était habituellement un grand amendeur, a adopté une tactique inverse à Athènes, ne présentant aucun amendement, se contentant de soutenir deux amendements présentés de façon unitaire par l'ensemble des cinq organisations françaises affiliées».*

Et que: *«Un document programmatique central pour les quatre prochaines années, appelé «Le Manifeste d'Athènes», avait été préparé par le secrétariat et a été voté par le congrès sans possibilité d'amendement».*

Ainsi, à Athènes, nos représentants ont réalisé la totalité du travail subsidiaire dans le cadre du syndicat unique européen.

Désormais, il appartient à la confédération CGT-Force Ouvrière d'empêcher les tentations en sortant de la CES.

-----

## DANS L'AIR DU TEMPS : LES EXPERTS !...

*«FO lance Forum, sa revue théorique»* Extraits de Force ouvrière- hebdo n°3002 -12 octobre 2011.

-----

## VOIE À SUIVRE...

Après la résolution du CCN de la CGT-FO, réuni à Paris, les 13 et 14 octobre 2011, qui, d'emblée, *«s'inscrit dans l'ensemble des revendications des résolutions du XXIIème congrès confédéral à Montpellier (14 au 18 février 2011) qu'il reprend et défend»*, rappelons expressément celles concernant les retraites:

*«Le congrès s'inscrit dans une démarche volontariste de reconquête sociale qui passe par le retour du droit à la retraite à 60 ans à taux plein et dans la perspective du retour aux 37,5 ans de cotisation en créant le rapport de force lorsque les conditions seront réunies»* - (extrait de la résolution protection sociale).

Et, aujourd'hui, à la lumière de la déclaration du premier ministre FILLON qui avoue publiquement que la mise en cause de la retraite n'est pas un problème de génération mais un problème de «dette»...

-----

## TRIBUNE LIBRE

***Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !***

Le 1er octobre s'est tenu à Paris un meeting internationaliste à l'appel du *Parti Ouvrier Indépendant*. Force est de constater que ce fut une réussite en terme de mobilisation et de la variété des intervenants venus de Grèce, du Portugal, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou de France. Voici quelques extraits significatifs des interventions.

***Hélène Zografaké-Telemé***, membre de la commission exécutive de OLME, syndicat des enseignants du secondaire - Grèce:

*Le gouvernement et la troïka, en utilisant le spectre de la faillite, obligent la société à accepter le pillage fiscal, la liquidation des services, des infrastructures, de la richesse naturelle du pays, tout ce qui constitue le bien public et le droit social. Pour que, prétendument, soient payés les salaires et les retraites - qu'ils réduisent sans cesse - ils désignent les fonctionnaires comme la cause de la crise. Elles sont quotidiennes les déclarations calomnieuses des ministres contre les fonctionnaires. Au*

même moment, et tandis que le chômage atteint un niveau sans précédent, le Premier ministre ne promet qu'un emploi pour chaque famille. La procédure de chômage technique (appelée « mise en réserve ») et les licenciements dans le public, le travail au noir et non payé, la dévastation dans les PME, les exactions continues provoquent le choc et la peur.

**Alex Gordon**, président national de l'organisation syndicale des cheminots, ouvriers des transports maritimes et des transports (RMT) -Grande-Bretagne:

*Cela signifie mettre en échec la nouvelle offensive de l'eurodictature du pacte de stabilité et rejeter le « marché libre » néolibéral de l'Union européenne. L'Union Européenne n'est pas nécessaire. Pour le mouvement syndical et la classe ouvrière, l'alternative immédiate doit être de revendiquer le retrait de ce chaos libéral, de sortir de l'emprise des financiers et des banquiers, de refuser de les renflouer et de refuser absolument la politique de rigueur commune de l'Union européenne. Chers camarades, en anglais on dit: « The darkest hour is just before the dawn »; en français: « L'heure la plus sombre se trouve juste avant le lever du soleil ».*

**Patrick Hébert**, militant syndicaliste - France :

*Combattre contre la classe ennemie, ce n'est déjà pas facile, mais, comme si cela n'était pas suffisant, la classe ouvrière se trouve confrontée à des obstacles dans ses propres rangs. Aujourd'hui en Europe, la Confédération européenne des syndicats (CES) accompagne totalement, comme l'a expliqué le camarade allemand, la politique de l'Union européenne. On a vu en Italie, comme en Espagne, comment les organisations syndicales ont signé avec le gouvernement et le patronat des pactes sociaux. En France, cela prend une forme un peu plus subtile mais, entre nous, cela ne trompe personne. Les organisations qui ont signé le communiqué honteux du 18 août se couchent. Les dirigeants qui ont accepté cela acceptent d'accompagner la politique décidée par la troïka, par l'Union européenne et par le gouvernement en France, quelles que soient les simagrées qu'ils nous proposent aujourd'hui.*

Message de **Donna Dewitt** (à titre personnel), présidente de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, membre du groupe de coordination de la coalition Emergency Labor Network - Etats-Unis :

*L'immense majorité des Américains s'oppose à ces coupes qui ne sont absolument pas justifiées si on tient compte du fait qu'il y a beaucoup d'argent disponible pour financer ces programmes provenant d'autres sources, y compris si on met fin aux guerres contre l'Irak et l'Afghanistan, et si on rapatrie immédiatement l'argent de la guerre, si on fait payer aux grandes entreprises et aux riches leur juste part, si on s'attaque aux niches fiscales, si on met fin aux exonérations instaurées par Bush dont bénéficient les millionnaires et les milliardaires, si on fait sauter le plafonnement du programme Social Security et si on met en œuvre d'autres moyens qui ne s'attaquent pas aux moyens et bas salaires.*

**Daniel Gluckstein**, secrétaire national du P.O.I. - France:

*La « dette » en France, comme en Grèce, comme dans tous les autres pays, n'est rien d'autre qu'une arme pour piller les richesses des nations, les disloquer, une amie entre les mains d'un capitalisme décomposé. Aider le peuple grec dans son combat contre les plans meurtriers, ce n'est pas seulement l'aider à chasser là-bas la troïka et ses représentants, c'est aider la classe ouvrière dans notre pays à combattre les plans meurtriers qui la menacent, à chasser ceux qui organisent ces plans de misère. Oui, c'est chasser ce gouvernement, sa politique, avec l'euro, l'Union européenne, la BCE et le FMI.*

**Paul Paternoga**, responsable IG Metall, président du conseil d'entreprise de Humboldt-Wedag, membre de la direction régionale de la commission ouvrière (Afa) du SPD de Rhénanie-du-Nord-Westphalie - Allemagne:

*Il faut en finir avec la subvention des riches, en finir avec la troïka, l'Union européenne, la Banque centrale. Il faut la rupture avec l'Union européenne et ses institutions, et sur cette voie là, je suis persuadé que nos pays pourront se sortir de la crise. Mais cela nécessite que les organisations de la classe ouvrière, et d'abord les syndicats, dans notre pays et dans tous les pays, prennent leurs responsabilités et s'engagent à défendre le mandat qui leur a été donné. Ce mandat est très clair: ne défendez que nos intérêts, ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce but que nous sommes réunis aujourd'hui et nous allons poursuivre ce combat.*

Message de **Sami Tahri**, secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT - Tunisie:

*Nous avons ouvert pour tous les peuples arabes et bien plus, pour les peuples du monde entier, une nouvelle marche de la révolution, après une période de reflux, alors que les capitalistes célébraient la fin de l'histoire et la fin des idéologies. Nous ne prétendons pas avoir changé les moyens de production et leurs forces, mais nous avons ouvert la porte à un nouveau modèle qui s'inspire d'une vraie révolution.*

Le constat est unanime, les peuples du monde entier subissent la dictature du capitalisme financier, de ce système qui, pour survivre à ses propres contradictions, est prêt à sacrifier la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation.

Partout, s'imposent les mêmes mesures imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne: politique de rigueur, coupes sombres dans les budgets sociaux, privatisations, licenciements...

Nous remarquons que certains dénoncent fort justement, la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale. Fort bien. Effectivement, un certain nombre d'apparatchiks tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Pourquoi dans ces conditions ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement ? Pourquoi ne pas condamner clairement le «syndicalisme rassemblé», «le mythe fasciste de l'unité»? Pourquoi ne pas dire clairement que le syndicalisme libre et indépendant dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin doit impérativement rompre avec la Confédération Européenne des Syndicats qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier?

Pour notre part, anarcho-syndicalistes, nous sommes tout disposés à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier authentique. Mais il faut que ce soit un débat libre et sans tabou où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Il nous semble par ailleurs que le cadre légitime d'un tel débat devrait être l'*Entente Internationale des Travailleurs*. La lutte des classes est dans une phase cruciale:

*«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»*

**Christophe BITAUD**

-----

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»  
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros  
Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à: ASSOCIATION DES GROUPE FERNAND PELLOUTIER  
CCP : 9998 28D Nantes

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé  
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste  
Fondateur de publication: Alexandre HEBERT  
Directeur: Christophe BITAUD

-----